

# Procédure adaptée : N° 2026-02

---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

### **Objet de l'accord-cadre :**












MARCHE DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS  
DE SECURITE INCENDIE ET INTRUSION DES SITES DE L'URSSAF MIDI-  
PYRENEES

### **Organisme passant l'accord-cadre :**

URSSAF MIDI-PYRENEES  
166 Rue Pierre-et-Marie Curie

31670 LABEGE

SIRET : 535 146 500 00017

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u>: MARCHE DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS DE SECURITE INCENDIE ET INTRUSION DES SITES DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES</p>
	<p><u>Acheteur</u> : URSSAF MIDI-PYRENEES 166 rue Pierre et Marie Curie 31670 - LABEGE</p>
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p>Accord-cadre passé en procédure formalisée, en application articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures courantes et services.</p>
	<p>Lieux suivants :</p> <p>Site de Foix – 4 rue Victor Hugo – 09000 FOIX  Site de Rodez – Avenue de Bourran - 12000 RODEZ  Site de Labège – 166 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE  Site de Labège – Annexe : 127 rue Pierre et Marie Curie – 31670 LABEGE  Site de Tarbes – 15 rue Latil - 65000 TARBES  Site de d'Auch – 44 rue Victor Hugo – 32000 AUCH  Site d'Albi – 2 rue Gustave Eiffel – 81990 PUYGOUZON  Site de Montauban - 300 avenue du Danemark, Zone Albasud- 82000 MONTAUBAN</p>
	L'accord-cadre est divisé en 3 lots.
	La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.
	La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.
	En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.
	<p><u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	6
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3. ACCORD-CADRE .....	7
3.1. TYPE D'ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
ARTICLE 5. ASSURANCES .....	8
ARTICLE 6. INTERVENANTS .....	8
6.1. SOUS-TRAITANCE.....	8
6.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	9
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	9
7.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX .....	9
7.2. CONTENU DU PRIX .....	9
7.3. VARIATION DES PRIX .....	9
ARTICLE 8. AVANCE .....	10
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
10.1. DÉLAI DE PAIEMENT.....	10
10.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES .....	11
10.3. FACTURATION.....	11
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	12
ARTICLE 12. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	13
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 13. ADMISSION .....	14
ARTICLE 14. DÉLAI DE GARANTIE .....	14
<b>PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 15. CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ.....	14
ARTICLE 16. PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET À LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNÉES (DIT « <i>RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES</i> »)	15
16.1. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	15
16.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	15
16.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-À-VIS DE L'ACHETEUR.....	15
16.4. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR VIS-À-VIS DU TITULAIRE.....	16
16.5. ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS.....	17
16.6. SÉCURITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	17
16.7. DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNÉES .....	17
16.8. EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES .....	17
16.9. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	17
16.10. SOUS-TRAITANCE.....	17
16.11. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL EN FIN D'ACCORD-CADRE .....	18
16.12. DOCUMENTATION ET AUDIT .....	18
16.13. MANQUEMENT DU TITULAIRE.....	18

<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION .....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 17.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	18
ARTICLE 18.	MESURES COERCITIVES .....	19
ARTICLE 19.	CAS DE RÉILIATION .....	19
ARTICLE 20.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	20
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>20</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général,

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

➤ Parties contractantes

Les parties contractantes sont d'une part,

Urssaf Midi-Pyrénées  
166 Rue Pierre-et-Marie Curie  
Labège  
31061 TOULOUSE cedex 9

Représentée par son directeur Monsieur Jean DOKHELAR-Directeur Régional de l'Urssaf Midi-Pyrénées

Et d'autre part, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée par l'expression « le titulaire ».

### ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de Prestations de maintenance des installations et équipements de sécurité incendie et intrusion pour les sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées concernés par l'accord-cadre :

SITE	ADRESSE
FOIX	4 rue Victor Hugo - 09000 FOIX
RODEZ	9 avenue de Bourran - 12000 RODEZ
LABEGE Siège social et Annexe	166 et 127 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE
TARBES	15 rue Latil – 65000 TARBES
ALBI	2 rue Gustave Eiffel - 81990 PUYGOUZON
MONTAUBAN	300 avenue du Danemark - Zone Albasud - 82000 MONTAUBAN

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

**Lot 1 “Sécurité active ” :**

- Système de sécurité incendie (SSI) (y compris CCF et PCF asservis)
- Formation usager (1/an) dans le cadre du forfait (préventif).
- Éclairage de sécurité (BAES)

Le montant de commande du lot est limité à **6000,00 € HT par période**, soit **12 000,00 € HT** sur la durée totale de l'accord-cadre.

**Lot 2 “Sécurité passive ” :**

- Extincteurs
- Bac à sable et pelle
- Désenfumage naturel
- Consignes et plans de sécurité
- Formations à la sécurité (extincteur, guide files.)

Le montant de commande du lot est limité à **20 000,00 € HT par période**, soit **40 000,00 € HT** sur la durée totale de l'accord-cadre.

**Lot 3 : CADIVS :**

- Contrôle d'accès
- Détection intrusion inclus liaison télésurveilleur (interface SSI)
- Vidéosurveillance
- Interphonie (correctif uniquement)

Le montant de commande du lot est limité à **16 000,00 € HT par période**, soit **32 000,00 € HT** sur la durée totale de l'accord-cadre.

**Pour l'ensemble des lots**

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois ferme.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution :

Le bon de commande sera réalisé par un mail.

Le délai d'exécution du bon de commande suivront le calendrier de la procédure.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, le délai d'exécution du bon de commande part à compter de la réception du mail.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend **1 reconduction**. La durée de chaque période de reconduction est **de 24 mois**. A l'issue de la reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **ARTICLE 3. ACCORD-CADRE**

### **3.1. Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) par lot et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les futurs avenants

## **ARTICLE 5. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### Assurances :

Le titulaire fournira une assurance garantissant sa Responsabilité Civile Professionnelle, ainsi qu'une assurance garantissant les fonds qui lui sont confiés dans l'exercice de sa profession

## **ARTICLE 6. INTERVENANTS**

### **6.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Il est rappelé que le titulaire d'un lot ne peut pas sous-traiter l'intégralité de ses tâches. Dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande est considéré, pour appréhender la notion "d'intégralité des missions" l'ensemble des missions ayant fait l'objet d'un bon de commande. Étant donné l'absence de montant minimum de commande, il ne peut être fait de déclaration de sous-traitance a priori, sans avoir au moins assuré en son nom propre la réalisation d'une prestation.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

#### **Paiement direct des sous-traitants**



Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

## **6.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

# **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

## **ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par l'acheteur au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par l'acheteur dans le bordereau des prix.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin.

### **7.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **7.3. Variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date d'anniversaire du contrat par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : dernière valeur définitive de l'index de référence de l'année n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois de février 2026.

Le coefficient est arrondi au millième (3 décimales après la virgule) supérieur.

La nouvelle période d'application de la formule commence à date anniversaire du contrat. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence publié par l'INSEE, est l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008.

## **ARTICLE 8. AVANCE**

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à :

- 30% pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement constatées dans le compte financier au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros ;
- 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

## **ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT**

### **10.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : URSSAF MIDI-PYRENEES

SIRET : 53514650000017

Les factures seront déposées à la fois sous chorus pro et transmises par mail sur une boîte mail dédiée.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Barthelemy MARTINEZ

Directeur financier chez Urssaf Midi-Pyrénées

URSSAF MIDI-PYRENEES

166 rue Pierre et Marie Curie

31670 LABEGE

Tél. : 0562253147

## **10.2. Modalités de règlement des comptes**

Contenu de la demande de paiement :

Les factures dématérialisées sont déposées sur le portail Chorus Pro :

Urssaf Midi-Pyrénées

SIRET 535 146 500 00017.

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. L'Urssaf Midi-Pyrénées pourra rejeter une facture qui ne serait pas transmise par ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro et doublé par un envoi mail de la facture sur la boîte mail dédiée.

## **10.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Représentation du titulaire :

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

#### Bons de commande :

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire par mails. Le mail vaut bon de commande et comportera les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date du mail qui vaut bon de commande ;
- la référence du dossier
- le numéro RG / Parquet le cas échéant ;
- le nom et le prénom du cotisant
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Le titulaire accuse réception dans les 48 heures ouvrés par retour de mail.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution de l'accord-cadre, il reste valide après l'expiration de l'accord-cadre.

**ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE**Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers de l'accord-cadre ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 13. ADMISSION**

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet seront prononcés par le représentant de l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG Fournitures et Services.

En complément des dispositions de l'article 30 du CCAG Fournitures et Services, il est précisé que si l'acheteur constate que la qualité des fournitures n'est pas conforme, il notifie au titulaire sa décision de réfaction par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagné des motifs de sa décision et du pourcentage de réfaction appliqué.

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

#### Opérations de vérification

Les vérifications qualitatives et quantitatives simples sont effectuées par un représentant de l'Urssaf Midi-Pyrénées au moment de la livraison (examen sommaire) conformément aux articles 22, 23 et 24 du CCAG Fournitures et Services.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG Fournitures et Services.

### **ARTICLE 14. DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG fournitures courantes et services, aucun délai de garantie n'est applicable à cet accord-cadre.

## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 15. CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE**

#### Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **ARTICLE 16. PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNEES (DIT « REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES »)**

### **16.1. Protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre du présent de l'accord-cadre, le titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur. A ce titre, les Parties déclarent que le titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après le « *Règlement* » ou « *RGPD* ». De son côté, l'acheteur agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

### **16.2. Description du traitement(s) des données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : Prestations de maintenance des installations et équipements de sécurité incendie et intrusion pour les sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

La ou les finalité(s) du traitement sont Prestations de maintenance des installations et équipements de sécurité incendie et intrusion pour les sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

Les catégories de personnes concernées sont les correspondants en charge de Prestations de maintenance des installations et équipements de sécurité incendie et intrusion pour les sites de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

La durée de conservation des données est la suivante : la durée de l'accord-cadre.

### **16.3. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur**

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'acheteur ou ne permettrait pas au titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le titulaire devra en informer l'acheteur sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le titulaire s'engage à rencontrer l'acheteur aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard de l'accord-cadre et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le titulaire doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;



- A été conclu avec l'acheteur préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent accord-cadre reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le titulaire se porte fort envers l'acheteur du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « *Confidentialité* » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés. Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'acheteur et accepté formellement par cette dernière.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, le titulaire doit communiquer à l'acheteur l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **16.4. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire**

L'acheteur s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article « *description du traitement(s) des données à caractère personnel* » ;
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le titulaire.



#### **16.5. Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'acheteur dans le cas où l'acheteur mène, pendant la durée de l'accord-cadre, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 dudit Règlement.

Il apportera également assistance à l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **16.6. Sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, le titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'acheteur, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

#### **16.7. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### **16.8. Exercice des droits des personnes**

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [informatiqueetlibertes.mipy@urssaf.fr](mailto:informatiqueetlibertes.mipy@urssaf.fr).

#### **16.9. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

#### **16.10. Sous-traitance**

Toute opération de sous-traitance envisagée par le titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « *Sous-traitance* » de l'accord-cadre.

En outre, dans cette hypothèse, le titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « *Protection des données à caractère personnel* ». Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

#### **16.11. Données à caractère personnel en fin de l'accord-cadre**

Au terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **16.12. Documentation et audit**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **16.13. Manquement du titulaire**

En cas de non-respect par le titulaire des obligations visées à l'article « Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur » du présent accord-cadre, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'acheteur pourra décider de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

## **PARTIE 7. DEFILLANCE DANS L'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 17. PENALITES ET PRIMES**

#### **Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Les jours décomptés dans le calcul de la pénalité sont des jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,00 % du montant total HT des bons de commande émis jusqu'alors au cours de l'année d'exécution.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

#### **Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant maximal HT de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

**En cas de non-conformité quantitatif et/ou qualitatif vis-à-vis des éléments mentionnés au bon de commande**

Une pénalité forfaitaire de 50 euros par bon de commande est mise à la charge du titulaire sans mise en demeure préalable.

**En cas de non remise de document demandé par l'acheteur**

Une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard sans mise en demeure préalable.

**Non information à l'acheteur de modification de produits,**

Une pénalité forfaitaire de 50 euros par infraction sans mise en demeure préalable.

**Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	100,00 €
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	100,00 €
Absence de remplacement si comportement inapproprié ou de manquement répétés	Forfaitaire	100,00 €

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents de l'accord-cadre ne prévoient pas le versement de primes.

## **ARTICLE 18. MESURES COERCITIVES**

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 19. CAS DE RESILIATION**

Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE

Fax : 05 34 31 79 79

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE

Fax : 05 34 31 79 79

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots :**

L'article 1 du CCAP dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'article 11 du CCAP dérogé à l'article 3.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'article 14 du CCAP est dérogé à l'article 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'article 17 du CCAP est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.